

A CEUX QUI N'ONT PAS RECU LA PRIME.

Plusieurs de nos abonnés qui résident dans des paroisses où nous n'avons pas encore d'agent, se plaignent de n'avoir pas reçu LA PRIME, quoiqu'ils aient rempli les conditions exigées. Nous leur dirons de patienter un peu. Nous sommes occupés à établir des agences partout, et sitôt un agent nommé, nous lui envoyons un rouleau de gravures pour les abonnés de sa paroisse. Chacun reçoit la Prime en bien meilleur état de cette manière. Le délai n'est que dans l'intérêt de nos abonnés. Chacun sera servi avec le temps. Prenez patience.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 22 FEVRIER, 1872.

LA RANÇON DE LA FRANCE.

Rien de beau, disons-nous, dans notre Revue comme les efforts patriotiques de la France pour sa délivrance.

Trois milliards à payer ! C'est énorme, mais ce n'est pas trop pour le patriotisme de cette nation toujours grande jusque dans le malheur, dans l'abaissement. Son courage est à la hauteur de toutes les infortunes, et dans ses plus grands désastres elle conserve l'admiration du monde.

Lorsque saignée aux quatre membres, elle a déjà un pied dans la tombe, elle déploie une force de résurrection qui triomphe de la mort. A l'appel fait au dévouement public en faveur de sa libération, la France répond comme autrefois, alors qu'après avoir versé son sang, il lui fallait donner ses biens pour payer la rançon de ses rois vaincus, pour racheter son drapeau trahi par la fortune.

Toutes les âmes tres-aillent à cet appel émouvant, tous les cœurs sont à l'œuvre ; les dons affluent de tous côtés pour emplir la caisse qui doit payer la dette de la patrie ; la jeune fille donne ses parures et le vieillard une partie de ses épargnes. Ici on donne un sou par jour, là un franc par semaine, ailleurs, on donne plus, suivant ses moyens.

Aux Etats-Unis, le sentiment français fait des merveilles, il se multiplie et se produit sous toutes les formes pour assurer le succès de l'œuvre.

Ne devrions-nous pas prendre part à ce mouvement enthousiaste qui se propage si admirablement dans toutes les parties du monde où il y a des cœurs français ? Ne pourrions-nous pas, nous aussi, faire quelque chose encore pour notre malheureuse mère-patrie ? Après les Français, aucun peuple n'est plus intéressé que nous à la résurrection de la France, car son ombre nous protège, nous avons une part dans sa gloire comme dans ses humiliations.

Nous ne faisons que lancer l'idée aujourd'hui, nous reviendrons sur ce sujet.

LA NOUVELLE FRANCE.

LE CANADA.

Appel aux classes nécessiteuses de France.

PARIS.

GUSTAVE BOSSANGE, 26 Rue du quatre Septembre.

Agent d'émigration pour le Canada.

AGENT { De la ligne Allan, "Montreal Ocean Steamship Co."
Du Chemin de Fer du "Grand Tronc."
De la "Banque de Québec."

Voilà ce qu'on lit sur la couverture bleue d'une brochure qui nous est venue de France, il y a quelques jours. Le nom seul de M. Bossange devait nous engager à donner à cette brochure l'intérêt qu'elle mérite. La famille Bossange est bien connue en Bas-Canada, où elle a des liens d'affaires et de parenté qui ont établi entre elle et nous des sympathies profondes. Les Canadiens qui vont en France trouvent sous le toit de cette honorable famille une hospitalité qui se transmet de père en fils. M. Gustave Bossange choisi par notre gouvernement et la Compagnie Allan pour favoriser l'émigration française au Canada, prouve que l'on ne pouvait faire un meilleur choix. La brochure ne pourra manquer de produire un excellent effet sur les classes qui émigrent, de les engager à venir sur nos rivages. Elle contient une foule de renseignements importants sur les ressources de notre pays et les avantages qu'il offre aux étrangers industriels.

L'EMIGRATION.

Comme il est bon de faire connaître toutes les opinions sur les causes de l'expatriation des Canadiens aux Etats-Unis, nous croyons devoir mentionner les remarques de quelques journaux sur cette question.

Le *Messenger* de Sorel, la *Minerve* et l'*Union des Cantons de l'Est*, s'accordent pour dire que ce n'est pas toujours la nécessité qui fait émigrer les Canadiens-Français. Ils citent aussi plusieurs faits pour démontrer que souvent nos compatriotes partent, lorsqu'on leur offre ici une

couple de piastres par jour. Ils accusent les libéraux d'avoir contribué au développement du fléau de l'émigration, en dénigrant notre pays au profit des Etats-Unis.

Ces remarques méritent d'être considérées. Il est vrai que maintenant, avec le mouvement qui se fait en faveur de l'industrie et des chemins de fer, l'émigration n'a plus autant sa raison d'être. Mais quand une fois un courant est fait, il est difficile de l'arrêter, tant que les causes qui l'ont créé n'ont pas complètement disparu, il continue de suivre le lit qu'il s'est creusé. Faute d'industrie, les Canadiens ont émigré, l'industrie arrive, mais elle n'est pas encore assez protégée, assez délivrée des entraves qui la gênent pour arrêter complètement les flots de l'émigration. Nous avouons que dans certaines parties du pays, il y a du travail, soit sur les terres, soit dans les manufactures pour un grand nombre de nos compatriotes, mais nous croyons que dans la plupart des villes et des campagnes du Bas-Canada, l'expatriation a été nécessaire pour un grand nombre pendant les vingt dernières années.

Il y avait bien assez de terres pour ceux qui auraient voulu s'enfoncer dans les bois, mais il n'y avait pas assez d'industrie pour ceux qui préfèrent les manufactures à la colonisation. Cependant, nous appelons l'attention de nos compatriotes sur les remarques de nos confrères et nous croyons que nous pouvons maintenant diminuer les proportions de cette funeste émigration, et que nous devons éviter d'activer ce fléau par des tableaux trop séduisants de la prospérité des Canadiens-Français établis aux Etats-Unis.

Oui, diminuons autant que possible ce fléau, démontrons les bienfaits de la patrie, les avantages qu'elle offre à ceux qui veulent travailler, mais comme les actes valent mieux que les paroles, tâchons en même temps de briser les obstacles principaux qui s'opposent au progrès matériel dans le Bas-Canada, forçons nos hommes politiques de nous donner une politique d'industrie et de véritable progrès.

O. DAVID.

Notre prochain numéro contiendra les portraits des délégués à la grande convention canadienne française qui a eu lieu, il y a quelque temps à Worcester.

La session fédérale s'ouvrira le 11 avril prochain.

ÇA ET LÀ.

UNE BONNE SUGGESTION.

M. Joseph Tassé a publié, dans le dernier numéro de l'*Album de la Minerve*, un excellent article sur les meilleurs moyens de développer la littérature canadienne. Il suggère entre autres choses de donner les ouvrages canadiens en prix. Cette suggestion qui n'est pas nouvelle recevra enfin, nous l'espérons, la considération qu'elle mérite.

M. Tassé, constate que sur 6,199 volumes donnés en prix en 1869, par l'entremise des inspecteurs d'écoles, il n'y avait que 720 ouvrages canadiens. Combien y en a-t-il maintenant sur les 15,000 volumes donnés tous les ans aux élèves de nos collèges, couvents, académies et autres maisons d'enseignement ? Pourquoi donc ne prend-on pas ce moyen puissant d'encourager la littérature nationale, de stimuler le courage de ceux qui travaillent ? Combien d'œuvres remarquables on verrait surgir si le talent était encouragé dans ce pays ! Malheureusement, tout conspire pour l'étouffer, le désespérer ; l'apathie publique l'étreint de toutes parts. Cependant, avouons-le avec joie, il y a un réveil au sein de la population, le goût de la lecture se répand et rend l'espérance aux talents abattus. Bientôt, nous l'espérons, il y aura un morceau de pain pour l'homme de lettres pour prix de ses veilles et de ses labeurs.

Pourquoi le Conseil de l'Instruction publique composé d'hommes qui doivent connaître les misères de l'intelligence dans ce pays, les déboires de la jeunesse instruite, ne mettent-ils pas à exécution d'une manière sérieuse un projet si patriotique ?

A la tête de l'Instruction publique se trouve un homme qui plus que tout autre devrait être sensible à ces misères, à ces déboires, avoir des sympathies pour ceux dont il partage les goûts et les aspirations. Plus heureux que bien d'autres, il ne fut jamais obligé d'écrire pour vivre, il n'a connu de la carrière littéraire que les fleurs et les charmes, mais il n'ignore pas ce qui se passe autour de lui. Ne devrait-il pas attacher son nom à la renaissance des lettres canadiennes ? Il a déjà fait quelque chose, mais dans sa position élevée, avec l'influence qu'il possède, ne pourrait-il pas faire plus ? Si un homme comme M. Chauveau est insensible aux vœux des gens de lettres ou pour parler plus poétiquement, s'il reste sourd à l'appel des Muses, à qui s'adressera-t-on ?

M. THÉODORE BEAUDRY.

La semaine dernière, un triste accident arrivait en cette ville ; on apprenait par la rumeur publique et par les journaux que M. Théodore Beaudry avait été presque tué par une explosion de gaz en descendant dans la cave de sa maison, que la maison avait été fortement ébranlée, les murs fondus et les fenêtres mises en pièces.

Deux jours après M. Beaudry était mort. C'était un homme de 41 ans, estimé de tout le monde, un beau caractère ; il faisait le commerce de provisions en société avec M. Poupard.

Fils d'un homme très riche qui n'avait pas su l'apprécier, comme il le méritait, il est mort sans avoir eu l'avantage de jouir d'une fortune à laquelle d'ailleurs il avait toujours préféré l'indépendance de ses nobles sentiments et de ses aspirations vertueuses.

Sa fin si tragique et si prématurée n'a pas manqué de redoubler les sympathies dont le public l'avait entouré pendant sa vie. Il est mort dans les consolations et les espérances que donne la religion.

Il laisse dans la douleur quatre jeunes enfants et une épouse aimable dont il était tendrement aimé.

M. Beaudry était un des hommes les plus grands de Montréal, il avait six pieds et quatre pouces.

Sa figure était douce, sa physionomie modeste et bienveillante.

A l'enquête tenue par le coroner, M. Adélar Dorion qui demeurerait avec le défunt, raconta comment l'accident était arrivé :

Dimanche, vers minuit, revenant de veiller, il sentit en entrant une forte odeur de gaz, et comme le poêle était rouge à ce moment, il crut que cette odeur s'échappait du charbon. Après être monté dans sa chambre, au dernier étage, il descendit dans la cuisine et les chambres pour voir si tous les becs de gaz étaient bien fermés. N'ayant rien remarqué d'anormal, il remonta dans son garni et ferma la porte avant de se mettre au lit.

Quelques instants après, la servante, Marguerite Sarreau, qui couche au second étage, descendit, munie d'une chandelle, pour explorer à son tour la cuisine, et remonta dans sa chambre, sans avoir trouvé la clef du mystère.

M. Beaudry, qui était couché, se leva et descendit pour constater sans doute la cause de cette insupportable odeur ; il descendit lui aussi une chandelle à la main, et quelques minutes après il entendit la formidable explosion.

Cette détonation sinistre le terrifia, et appréhendant justement quelque catastrophe, il accourut en toute hâte au secours de M. Beaudry qui gisait inanimé sur le carreau, dans l'étroit passage où donne la porte de la cave. La robe de nuit dont était vêtu le défunt avait pris feu et le témoin l'éteignit à l'aide d'une serviette qu'il avait heureusement sous la main et d'un peu d'eau. Après avoir relevé le défunt, il l'adossa contre le mur, et alla solliciter du secours.

Le bruit de l'explosion avait mis en émoi tout le voisinage et les voisins s'étant empressés d'accourir, le blessé fut transporté dans ses appartements. Lorsque ce dernier eut reçu les premiers soins, le témoin redescendit dans la cave et boucha l'ouverture d'où s'échappait le gaz, près du tuyau principal. M. Beaudry reprit connaissance quelques moments après le fatal accident, mais le choc nerveux avait été si violent qu'il ne put fournir d'éclaircissements satisfaisants.

Le témoin déclare que depuis quelques jours, il sentait cette même odeur de gaz dans la maison.

On démolit en ce moment le fameux *Drill Shed* qui aura vécu ce que vivent presque toutes les bonnes et belles choses. En voyant tomber pierre par pierre ce monument de la loyauté canadienne, on se prend à faire de tristes réflexions sur la vanité des choses humaines. Le *Drill Shed* a été pendant sa courte carrière le théâtre de grands événements. C'est de son enceinte que sont parties les phalanges guerrières qui chassèrent de la frontière une bande de petits Irlandais qui étaient venus ramasser des glands sur le territoire canadien ; c'est là qu'elles entrèrent triomphantes, après une campagne glorieuse où pas une goutte de sang ne fut versée. On parlera longtemps du *Drill Shed*, de cette masse noire et lugubre qu'on aurait dit inébranlable, même sous les coups du canon et qu'une simple bordée de neige, le moindre vent que faisait une crinoline en passant jetait par terre.

Evidemment nous ne sommes pas faits pour la guerre. La Providence et l'Angleterre ne veulent pas que nous nous mesurions avec les Etats-Unis. C'est dommage, qu'allons nous faire maintenant de nos 60,000 marins et de nos 600,000 soldats ?

Les Irlandais ne sont pas si maladroits. Quand ils veulent faire élire un des leurs, soit pour le Conseil de Ville, soit pour le Parlement, ils se mettent à faire les yeux doux aux Canadiens-Français et à prêcher l'union des catholiques. A les entendre parler, il n'y a de salut possible pour nous et pour eux que dans une union intime, une sainte et patriotique croisade contre des éléments antipathiques à nos croyances et à notre influence. Les Canadiens-Français, presque toujours, se font prendre à ces appels chaleureux, à ces douces effusions, et ils votent pour le candidat irlandais, espérant qu'en retour ils auront l'aide des Irlandais dans les circonscriptions où, seuls, ils ne peuvent élire un de leurs compatriotes.

Mais cette union ne marche que d'un côté, ne profite qu'aux Irlandais. Ainsi à Montréal, les Canadiens-Français soutiennent un Irlandais contre un Anglais dans deux quartiers, et dans le quartier St. Antoine, où M. Narcisse Valois lutte contre un Anglais riche et influent, les Irlandais tirent de l'arrière.

De cela il faut conclure qu'entre un Anglais et un Irlandais, nous n'avons qu'un parti à prendre, c'est de voter pour le meilleur candidat et de nous défier de ces alliances boiteuses. Un bon Anglais vaut mieux qu'un mauvais Irlandais.

Il paraît que M. McShane qui soutient M. Kay disait, l'autre jour, qu'il y avait assez de Canadiens-Français dans le Conseil. Est-ce que nous ne pourrions pas répondre qu'il y a assez d'Irlandais ?

L. O. DAVID.